

## Paix et guerre chez les pasteurs kuvale Lettre de Vitivi

*« Je vous écris d'un pays lointain »*

Henri Michaux

**L**A guerre, oui, on en entend les échos ici, au Sayona, le piémont de Chela, la guerre du présent et la mémoire des guerres, récentes ou lointaines. J'écris de mon campement au canton (*município*) de Virei, dans la province de Namibe, et je vois bien d'emblée comment la provocation et un humour cynique et amer s'insinuent dans tout ce que je peux dire à propos de ce processus angolais dont je me sens à la fois un acteur agressé et un observateur perplexe. La guerre est loin d'ici ? Oui, autant que l'est la paix. L'air est celui de la guerre ; simplement, il n'y a pas ici d'affrontements entre les armées. On ne vit pas la guerre en tant que telle, on en vit les effets, on en commente les signes, nouvelles de parents pris dans les combats au-delà de Lola, en direction de Kilengues, ou sur les hauteurs des Gambos...

La notion d'Angola elle-même prend ici une expression bien vague, aussi vague peut-être que l'est cette région pour la majorité de ceux qui vivent l'Angola, ou y vivent. Le quotidien que je suis venu y observer est peuplé de gens pour la presque totalité desquels Benguela, par exemple, constituerait une possibilité limite de projection géographique. A partir de là, la notion de territoire céderait la place à une idée d'espace politique, partagé (ou disputé) avec d'« autres ». C'est dans cet espace, au-delà du territoire reconnu et immédiatement repérable, que se déroule la guerre actuelle. Et c'est là que se trouve Luanda, d'où émane le pouvoir, le gouvernement, la « légitimité » d'une autorité distante, abstraite, seulement devinée à travers l'action de ses organes locaux, dont l'intervention dans la vraie vie est tous comptes faits si rare. Et tout a un nom, finalement : cet espace-là est l'Angola, ce pouvoir est le Mpla, cette guerre se passe entre le Mpla et l'Unita (1)... oui, ici c'est l'Angola, pas de doute, mais ici l'Unita n'entre pas, un point c'est tout.

Tous les électeurs de la province n'ont pas, bien entendu, choisi le Mpla dans les élections de 1992 (2). Mais il ne fait pas de doute que parmi ceux qui sont reconnus ou s'identifient comme « mucubais », ceux qui ne l'ont pas fait sont des exceptions. Fidélité idéologique ? Aucun sentiment, ou choix, ou discipline de ce type ne peut, évidemment, être le fondement d'une fidélité au Mpla qui, dans le cas des Kuvale, remonte au début de la lutte pour un pouvoir angolais, en 1974. Les argumentations idéologiques se succèdent, les directives du parti se contredisent, les stratégies populistes s'adaptent, le Mpla reste, et avec lui le soutien indéfectible que ces pasteurs lui vouent. Ils ne sont pas les seuls, c'est clair. Combien d'entre nous continuent-ils à « supporter » le Mpla (le supporter, dans ce cas, avec la pleine ambiguïté du verbe en portugais : le soutenir ou l'admettre malgré tout, l'endurer) pour ne pas entrevoir d'alternative plus valable étant donné le rapport des forces en présence, la situation à laquelle nous ont menés les élections et les péripéties partisans qui les ont précédées ?

Il faudra donc chercher des explications bien plus explicites et immédiatement saisissables pour comprendre comment l'expérience d'une situation qui dément l'action, l'efficacité, la compétence du gouvernement, incapable d'assurer les modalités d'intervention étatique les plus élémentaires, n'empêche pas les Kuvale de considérer, avec une fermeté inébranlable, comme intrinsèquement siens l'ennemi, ou les ennemis, du Mpla. Faudra-t-il gratter du côté des « raisons ethniques » ? Même si l'on n'avait pas, à ce propos, quelque chose à dire, on serait tenté de le faire, tant le discours du pouvoir a jusqu'à présent mis d'acharnement dans la dénégation qu'un composant ethnique soit à l'œuvre dans le cas angolais, niant ainsi une évidence que le sens commun admet et que l'observation relève.

Nous savons que les raisons ethniques n'expliquent pas tout d'emblée, et on reconnaît communément que dans les conflits modernes l'ethnie apparaît parce que (et quand, et où) elle y découvre ou recherche sa place politique. C'est un point acquis, en outre, que « les ethnies ont une histoire » (3). Et l'Angola, d'ailleurs, a son histoire. Et le Mpla lui aussi, tout comme les Kuvale.

(1) J'écrirai Mpla et Unita, et non MPLA et UNITA : ce sont pour nous deux « vrais » mots — et on parle naturellement « des Mplas » ou « des Unitas » pour désigner ceux qui s'y reconnaissent.

(2) Les résultats globaux dans la province du Namibe, où la majorité des votes ont été recueillis dans les concentrations urbaines, ne

peuvent être considérés comme significatifs du vote des Kuvale, qui occupent une zone très étendue et de très faible densité démographique.

(3) J.-P. Chrétien et G. Prunier (dirs.), *Les ethnies ont une histoire*, Paris, Karthala, 1989, 435 p.

Le groupe de gens qui se disent et sont dits Kuvale est formé de populations qui pratiquent l'élevage et une maigre agriculture à partir des rivières le plus souvent à sec qui à la saison des pluies portent une partie des abondantes précipitations des plateaux de Benguela et de la Huila jusqu'à l'Atlantique, de 13°30' à 16°30' de latitude Sud, sensiblement. Ils constituent avec les « Mundombe » et les Kwando au Nord, les Nguendelengo au Nord-Est, les Hakhona et les Ndimba au Sud-Est, les Kwanyioka et les Himba au Sud, les formations sociales de langue et de références culturelles herero qui aujourd'hui, à la suite de la partition coloniale et de la formation étatique actuelle, se retrouvent en territoire angolais (4).

Alors que sur les Herero de Namibie et du Botswana (ceux-ci issus de migrations qui suivirent la guerre contre les Allemands en 1913) existe une bibliographie relativement abondante, il n'en va pas de même pour ceux qui vivent en deçà du Kunene (5). La production écrite sur le XIX<sup>e</sup> siècle traite de processus qui ont affecté la région des Kuvale (et sur lesquels je viens de recueillir des témoignages oraux), notamment de la pénétration des Hotentots en territoire angolais et des célèbres « guerres du Nano » dont a surtout souffert avec une particulière fréquence le plateau de la Huila. Les rapports, les chroniques et les récits de voyage signalent aussi avec une insistance significative divers aspects de la vie des Kuvale, souvent identifiés en tant que « Mundombes ». On en parle systématiquement comme de grands voleurs de bétail sévisant surtout contre le territoire des Tyilengue et les noyaux de peuplement agraire qui se maintiennent dans des conditions précaires dans l'intérieur de ce qui est aujourd'hui la province du Namibe. Mais les actions policières et militaires successives menées pendant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle contre les Kuvale, dont on ne peut aujourd'hui encore se passer pour comprendre la scène locale, paraissent, elles, mal documentées (6).

Le terrain m'a fourni des éléments filtrés par la mémoire collective, qui se rapportent principalement aux répressions vécues au XX<sup>e</sup> siècle. On m'a indiqué au moins quatre « guerres » : celles des Mondimba, de Kalute, de Kapilongo, et la Kokombola (« la guerre générale »), dont la dernière, survenue en 1941, aurait mis en péril la survie même des Kuvale en tant que groupe, et s'est accompagnée de pillages de bétail, d'exécutions et de déportations en masse vers des lieux éloignés du territoire angolais, comme Damba et les Lundas et vers les îles de São Tomé et Príncipe. Ici, à nouveau,

(4) Selon le recensement de 1960, le dernier qui donne des chiffres concernant l'appartenance ethnique, l'effectif total des populations herero en territoire angolais ne dépasse pas les 20 000.

(5) Il existe cependant un ouvrage de

référence obligatoire : Carlos Estermann, *Etnografia do Sudoeste angolano, III. O grupo herero*, Lisboa, AGU, 1961.

(6) Voir R. Péliissier, *Les guerres grises. Résistances et révoltes en Angola (1845-1941)*, Orgeval, Éd. Péliissier, 1977, 630 p.

dans la mémoire qu'on garde de ces événements, on mentionne avec insistance la présence de « Munanos », de « gens du Nano », d'« en haut », ces Ovimbundu déjà acteurs des anciennes « guerres du Nano » et maintenant impliqués comme « troupe indigène » encadrée par l'administration ou par l'armée portugaises dans les répressions du XX<sup>e</sup> siècle.

Pour revenir à l'énonciation du présent kuvale et tout en gardant à l'esprit ce passé récent, peut-être conviendrait-il de dire que les actions de mobilisation développées par le Mpla auprès de ces sociétés pastorales à partir de son intervention dans la région, en 1974, et déjà dans le contexte de la lutte pour le pouvoir que les Portugais allaient abandonner, n'ont évidemment pas manqué de profiter de cette mémoire, consciemment ou non. De fait, tandis que le Mpla apparaissait comme un mouvement à la vocation indubitablement « nationale », pan-angolaise, il était à l'époque déjà possible et quasi inévitable d'invoquer eu égard aux autres mouvements des liens ou des identifications à des formations « ethniques », « régionales » ou même raciales. Le Fnla (7) a toujours été associé au Nord, aux Bakongo, et l'Unita au centre, aux Ovimbundu. Ces deux mouvements jouissaient alors, de surcroît, d'une certaine sympathie, hésitante mais quand même dans certains cas agissante, de la part des « colons », pour lesquels le Mpla, alors pas encore formellement identifié mais déjà pressenti comme communiste, avec toute la charge, fantasmagorique ou pas, que cela comportait, constituait une menace bien plus explicite et évidente que les autres mouvements. En outre, des incidents locaux, qui, pour être locaux, précisément, touchaient à la sécurité de leurs effectifs bovins, question centrale pour les Kuvale, pouvaient sans peine être finalement imputés, avec ou sans raison, surtout à l'Unita en la personne de ses soutiens ou de ses agents armés, européens ou « munanos ». Si l'apparition du Mpla constituait la menace principale pour les colons, l'Unita la représentait pour les Kuvale.

On devine naturellement derrière tout ce scénario une stratégie appropriée de la part du Mpla, menée par des militants capables d'agir intelligemment dans le contexte local. Parmi les mesures adoptées alors — qui d'ailleurs sont reprises aujourd'hui —, il faut je crois signaler l'investiture en qualité d'« activistes » du Mpla de quelques notables kuvale. Certains avaient déjà été utilisés par l'administration coloniale, nommés « *sobas* » (chefs), d'autres furent recrutés sur la suggestion des premiers et en tenant compte, au moins me semble-t-il, de leur degré d'acculturation (pratique de la langue portugaise et familiarité avec les termes d'une grammaire de relations

(7) Troisième organisation nationaliste angolaise dans les années 1960, partie avec le MPLA et l'UNITA aux accords d'Alvor

qui devaient mener à l'indépendance en 1975.

moins fermée sur elle-même que celle pratiquée par la plupart des gens). Il se peut que le Mpla n'ait pas eu conscience à l'époque de l'énorme potentiel d'influence qu'il acquerrait de ce fait. Tous ces activistes, de nouveau aujourd'hui reconnus comme *sobas*, et ceux qui entre temps, à ce que j'ai pu jusqu'ici apercevoir, ont été ultérieurement investis en cette qualité, appartiennent aux lignages hégémoniques affiliés à l'*eanda* (clan) du bœuf, les Vakwanguombe. Dans un ensemble social originellement étranger à un quelconque dispositif de centralisation ou de personnalisation du pouvoir politique, acéphale comme on dit, ce sont eux en réalité qui tissent les mailles des circuits de relations, des pressions, des dépendances et du contrôle social. Là aussi le Mpla a, de fait, bien joué.

Une autre hypothèse qui me paraît, au vu des données auxquelles l'enquête m'a donné accès (et que je dois encore analyser plus sérieusement), digne d'être retenue est que le gouvernement de l'Angola, entendu comme gouvernement du Mpla, bien sûr, mais surtout comme gouvernement de Luanda, pourrait bien s'inscrire dans les cadres de la représentation locale en continuité et non en rupture par rapport au pouvoir colonial. Ainsi est-il par exemple désigné, et pas seulement par les « *mais-velhos* » (aînés) ou ces activistes qu'il a « hérités » de la période coloniale, comme *mweneputo*, expression composée dans laquelle *mwene* signifie maître et *puto* Portugal. Peut-être le Mpla est-il apparu (et en a-t-il, même sans le vouloir, tiré profit) comme le successeur « logique » du pouvoir antérieur. L'aspect choquant de cette proposition n'invalide pas une telle hypothèse. Et l'anecdote qui suit (inconvenante, sans doute, mais plutôt moins que d'autres que m'a livrées mon enquête) permettra peut-être de se passer de commentaires sur la manière dont un pouvoir si lointain, dans ses termes comme dans l'espace, peut cependant être perçu.

Alors que j'interrogeais un de ces « activistes-notables » de la première heure sur son rôle dans les pouvoirs successifs qu'il avait servis, il me répondit qu'à l'époque coloniale, quand il était *soba*, son devoir était de garantir le paiement des impôts et le recrutement de ses gens pour réparer les routes ; qu'à l'époque des « comités », en qualité de chef des activistes pour sa circonscription, ce qu'il est toujours aujourd'hui, il était chargé de réunir le peuple pour prévenir le mauvais usage des armes à feu et pour parler du marxisme-léninisme. « Et maintenant, que vous êtes de nouveau *soba* ? ». « Maintenant, je dois encore réunir le peuple et lui parler ». « De quoi ? » : « De démocratie, bien sûr ; c'est bien ça que maintenant le Mpla nous commande, non ? ». Un pouvoir, donc, qui est le même comme représentation, et auquel on reconnaît l'autorité pour émettre des ordres quel que soit le contenu de son discours, toujours étranger ; et une idée de la démocratie comme instrument de pouvoir et non de représentativité... une idée bien difficile à concevoir d'ici.

Les Fapla (8), dans lesquelles les Kuvale se sont enrôlés en masse, ont été dissoutes (c'était une condition pour la tenue des élections) et ont cédé la place aux FAA (9). On y trouve aujourd'hui un nombre significatif de jeunes Kuvale. Il y avait eu, en fait, en 1974-1975, incorporation massive de ces jeunes dans l'armée du Mpla, ce qu'il faut d'autant plus souligner que faisait alors déjà partie du cliché de la « différence mucubal » la résistance de ce peuple aux recrutements qui touchaient toutes les autres populations angolaises pour constituer les troupes locales de l'armée portugaise. Ceux ayant appartenu aux Fapla qui, au fil des années, sont retournés à la vie civile, l'observateur aujourd'hui, sur le terrain, ne les remarque que quand l'hypothèse d'une « infiltration de l'ennemi » provoque une alerte. Dans toute la région mais, c'est clair, plus évidemment près des concentrations de populations que sont les chefs-lieux de circonscription ou de canton et surtout dans l'extrême-Nord de la province, ils constituent une réserve, une milice prête à intervenir, détentrice des armes qu'ils ont rapportées de l'armée ou qu'ils ont acquises sans difficulté une fois revenus à la vie civile. L'armement général de la population est d'ailleurs en cours : des Mwilas (10) continuent à descendre du plateau, conduisant des ânes chargés d'AK-47 et de munitions qu'ils entendent échanger contre des bœufs et des chèvres. Dans la capitale de la province, en outre, les Kuvale qui sont toujours intégrés dans les forces armées font montre de leur proverbiale promptitude au combat chaque fois que l'occasion leur en est donnée, et l'ont notamment fait au cours de la campagne électorale et surtout lors des opérations de « nettoyage » qui marquèrent la reprise de la guerre. Leur bravoure est incontestée et tout général ayant dirigé des batailles dans le Sud de l'Angola en fait l'éloge.

Ce qui est surprenant et significatif pour ce qui est de la spécificité locale (et que j'hésite pour cette raison à révéler) est que tout cela va de pair avec une augmentation récente considérable et progressive des effectifs bovins en possession des Kuvale et avec une consolidation des dispositifs de leur organisation socio-productive. Il me semble en vérité qu'on est ici en présence, à nouveau, d'un processus de continuité — avec, cette fois, la récupération socio-économique que le groupe avait entreprise immédiatement après l'exil qui suivit la « guerre » de 1941.

Au moment de l'indépendance, ce processus avait déjà permis un évident rétablissement des Kuvale. Le cheptel en leur possession était en large mesure reconstitué et il y avait de nouveau des pasteurs qui détenaient un contrôle sur plusieurs milliers de têtes

(8) *Forças armadas populares de libertação de Angola*, l'armée angolaise.

(9) *Forças armadas angolanas*.

(10) Populations voisines, appartenant au groupe nyaneka-humbe.

de bétail, ce qui traduisait une capacité de récupération signalée par tous ceux qui en furent témoin — et d'ailleurs semblable à celle qu'avaient manifestée les Herero de ce qui était alors le Sud-Ouest africain après leur défaite devant les Allemands.

Ceux qui, pour avoir été proches des autorités portugaises et sous son contrôle direct ou pour s'être enfuis à temps, dans les montagnes, la brousse et les régions proches, n'avaient été ni exécutés ni exilés, ainsi que des populations voisines, herero ou non, mirent une partie de leur bétail à la disposition de ceux qui revenaient alors, en utilisant les nombreuses modalités d'échange, de prestations et de concession qui structurent les systèmes pastoraux classiques. On a sans doute réactivé avec la dernière énergie toutes les possibilités de circulation des personnes et du bétail par les voies de la succession et de l'alliance, des classes d'âge et sur toutes les bases de solidarité. Toute la force de travail disponible fut parallèlement investie dans la pratique de l'agriculture du maïs, qui dans des conditions normales répugne nettement aux hommes, dans le travail aux docks du port de Moçâmedes (aujourd'hui Namibe), canalisant avec obstination et ténacité le produit de ce travail vers l'acquisition de bétail. Tout cela permit qu'en peu de temps les Kuvale rétablissent leur manière de vivre, consacrée à la possession et à la reproduction du bétail. Dès ce moment, la prestation de services à des tiers se vit de nouveau réduite au minimum suffisant pour payer en liquide l'impôt — qui semble d'ailleurs avoir été déjà au départ du malheur souffert en 1941.

L'indépendance vint de fait confirmer la récupération des Kuvale et leur offrir de nouvelles conditions d'affirmation et de stabilité. Quand ils abandonnèrent l'Angola, les Européens laissèrent derrière eux les fermes qu'ils avaient établies en terre kuvale depuis surtout les années 1950. Souvent entourées de clôtures de fer barbelé, elles soustrayaient de grandes étendues de terrain à l'espace des Kuvale et portaient atteinte à leur système d'élevage. Elles leur interdisaient des pâtures et points d'eau et interrompaient ou rendaient impossibles les parcours de transhumance qui sont à la base des résultats exceptionnels que les Kuvale tirent normalement de cette semi-aridité apparemment improductive.

Avec l'indépendance, les Kuvale récupérèrent des terrains, des parcours et des bêtes abandonnés par les Européens. Ensuite, encadrés et armés par la dynamique d'une guerre qui n'a quasiment jamais touché le cœur de leur espace mais l'a plutôt enveloppé, ils purent même, dans certains cas, associer aux opérations militaires des pratiques de *razzia*, *razzia* et guerre se retrouvant identifiées dans un contexte de références culturelles qui de fait ne les distingue pas. Tout cela a sans nul doute contribué, grâce aussi à la régularité des pluies au long de toutes ces années, à ce que les Kuvale se soient aujourd'hui remis de tant d'humiliations souff-

fertes au cours de l'histoire coloniale, et soient en possession d'un troupeau qui n'a peut-être jamais eu sa dimension actuelle.

Si bien que, de la guerre, ici, ce sont bien des échos qui nous arrivent. Maintenant qu'a disparu la menace sud-africaine qui avait justifié la présence d'un dispositif anti-aérien de grande envergure, ce qui subsiste de ce temps de grande tension, ce sont des camps cubains de casemates abandonnées au bord des routes. Les signes immédiats de la guerre sont les armes, partout, dans toutes les mains, et leurs effets bien souvent néfastes dans la résolution des conflits domestiques, les nouvelles qui arrivent du Nord et de l'Est de la région, une grande suspicion envers les étrangers et la perception que des troubles sociaux bien plus graves que ceux d'aujourd'hui vont survenir. Mais le temps qu'on vit n'est pas non plus un temps de paix, je l'ai dit. Et de cela témoigne la faim qui vient régulièrement peser sur le quotidien. Les dernières années ont d'une manière générale apporté assez de pluies pour le maintien et la reproduction du bétail, mais pas assez cependant pour garantir une production de céréales assurant l'auto-suffisance. La consommation de viande reste, quant à elle, restreinte à l'époque à laquelle doit avoir lieu les abattages rituels, de juin à août, et le lait, base de l'alimentation, devient rare d'octobre à février, quand les pâturages s'assèchent. Ce temps, alors, appellerait le commerce. Mais le commerce ne tient pas à venir ici, il se fait par d'autres circuits, d'autres rentabilités, d'autres dynamiques. Et à qui en imputer la faute, sinon à la guerre — comme pour tout ce qui arrive dans ce pays ?

Mais de fait il semble bien que Dieu est du Mpla, comme on le dit chez nous depuis longtemps. Dans mes notes de décembre à mars 1993 sont consignées des critiques acerbes au gouvernement, et est même remis en question le compromis qui fonde la fidélité que les Kuvale lui ont vouée. Et puis, miraculeusement, ou presque, en avril de cette année-là est arrivé le PAM (11), qui assure jusqu'à aujourd'hui un programme de distribution de maïs, le « maïs de la sécheresse » ; alors, jusqu'à maintenant, tout va bien. Sinon que — cause de perplexité de ma part et, de celle des Kuvale, de remarques mi-goguenardes mi-sarcastiques —, cette distribution se fait en échange de rien, elle est gratuite, alors que les enclos regorgent de chèvres, monnaie locale habituelle qui compenserait abondamment la fourniture de ce maïs dans des conditions normales d'échange. Aux yeux des Kuvale eux-mêmes, il est clair qu'avec cette aide précieuse — et elle l'est incontestablement car sans elle, il n'y aurait pas ici assez de maïs pour les besoins de la population — le PAM ou l'État pourraient se procurer de la viande à fournir aux Angolais qui ne produisent rien, empêchés qu'ils sont

(11) Programme alimentaire mondial.



de le faire par les mines, assaillis dans leur région par la guerre, ou par elle expulsés de chez eux et réfugiés dans les villes et sur la côte.

Ainsi, la situation de relative accalmie qu'on vit ici est elle-même une expression de la crise angolaise. Le récit que j'en fais énonce des contradictions successives et des arrangements circonstanciels que l'avenir, quel qu'il soit, va immanquablement profondément ébranler. Le fait qu'on vive ici une situation périphérique à tous les égards, en marge de la vraie guerre, loin des pouvoirs centraux, donnant lieu à un segment d'histoire marqué par des processus de continuité et non de rupture, par une prospérité paradoxale qui ne se traduit ni en stabilité ni en satisfaction des besoins minimaux, mais qui au contraire contient en elle le germe de troubles prévisibles tant au niveau des fonctionnements internes qu'en ce qui concerne les rapports avec l'extérieur, est peut-être le signe inéluctable qu'à ce présent agité va succéder un avenir lui aussi agité, qu'on peut déjà deviner, avec appréhension, mais qui dans la réalité, pour les Kuvale, n'a pas encore commencé (12).

**Ruy Duarte de Carvalho**  
*Université de Luanda*  
*juillet 1994*

*(Traduit du portugais par Christine Messiant)*

(12) Certaines des questions abordées ici sont davantage développées dans un article intitulé précisément « O futuro ja come-

çou ? », *Lusotopie* (Paris, L'Harmattan), 3-4, 1995, à paraître.